

Initiatives ministérielles

Je me demande pourquoi, lorsque vient le moment de chercher de nouveaux centres qui pourraient offrir des possibilités d'emploi, on ne songe pas à une petite région comme Restigouche-Chaleur, en particulier avec le réseau de télécommunications que nous avons maintenant. Nous sommes une région forestière, pourquoi n'établirions-nous pas un centre forestier qui fournirait 50 emplois bien rémunérés? Cela indiquerait que le gouvernement est convaincu de la survie de cette région.

Quant au port de Belledune à Dalhousie, pourquoi ne pas installer un gestionnaire sur place et élaborer une stratégie? Quand nous parlons de stratégie industrielle, nous n'en avons pas au Canada, et encore moins pour chacune des provinces. Je devrais aussi profiter de cette occasion pour féliciter la province de Québec pour avoir publié hier la première stratégie industrielle provinciale. Je lui souhaite de réussir. C'est un modèle pour nous, et nous devrions peut-être l'utiliser davantage.

Le gouvernement fédéral semble résolu à faire sans cesse des compressions budgétaires quand les temps sont durs, alors que c'est le moment précisément où il devrait faire le contraire et où il devrait stimuler l'économie et procéder à des investissements.

Je donnerai un autre exemple, à savoir le pauvre village de Dorchester qui a la réputation et les antécédents de servir le système judiciaire. Quand on a prévu de nouvelles installations pour un centre de détention de femmes, ce village aurait dû être le premier choisi. Où a-t-on installé ce centre dans le Canada atlantique? Je me demande pourquoi on prend de telles décisions.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député dispose de deux minutes et demie pour une question ou un commentaire, aussi s'il veut une réponse, je m'attends à ce qu'il laisse un peu de temps au député.

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, je voudrais féliciter aussi mon collègue pour ses remarques sur ce projet de loi. Vers la fin de ses commentaires, il a parlé de l'augmentation des cotisations d'assurance-chômage et du fait que le gouvernement les a encore majorées en plein milieu de l'une des pires récessions que nous ayons jamais eues au Canada.

Je voudrais poser une question au député, à mon collègue qui représente une circonscription où le secteur forestier constitue une partie importante de l'économie locale et qui, comme il le sait, subit actuellement une crise très grave au Canada. Certains disent que c'est la

période la pire qu'ils aient connue depuis la dépression ou que la situation est même plus critique que pendant celle-ci.

Il y a, dans ma circonscription, une excellente entreprise, Stora Forest Industries. Même si c'est un employeur modèle dont la contribution est essentielle à l'économie de Cap-Breton Highlands—Canso, elle subit néanmoins les effets du ralentissement économique au même titre que les autres entreprises forestières canadiennes. L'un des coups durs qu'elle a essuyés dernièrement a été la hausse des cotisations d'assurance-chômage sans parler des autres augmentations que prévoit ce projet de loi. Celles-ci arrivent plutôt mal, car le gouvernement devrait plutôt recourir au programme d'assurance-chômage pour stimuler et non étouffer l'économie.

J'aimerais que mon collègue me dise s'il a vécu la même expérience dans sa circonscription du nord du Nouveau-Brunswick, en ce qui concerne le secteur forestier qu'il connaît si bien.

M. Arseneault: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Je puis lui garantir que j'ai rencontré les gros bonnets de l'industrie forestière dans ma circonscription. Je vous assure qu'ils trouvent les temps durs. En fait, ils comparent l'époque actuelle aux années de la grande crise.

Certains des facteurs dont nous parlons sont peut-être imputables à l'industrie elle-même. Mais il en est d'autres dont elle n'est pas responsable. C'est le gouvernement qui en a le contrôle, notamment la politique financière, les impératifs fiscaux et les cotisations d'assurance-chômage, par exemple.

Le député voudrait savoir où est le problème. Le gouvernement ne fait rien pour stimuler l'économie quand les temps sont durs. Au lieu d'aider, il nuit. Il bloque constamment les crédits.

Où cela va-t-il nous mener? Arrêtez de faire des coupes dans les budgets et faites quelque chose pour relancer l'économie. Pourquoi augmenter les cotisations d'assurance-chômage? C'est une autre forme d'imposition. La petite entreprise aussi bien que la grande entreprise ne sont pas en mesure d'absorber une telle hausse. Qui plus est, les employés sont mis aussi à contribution. Leurs salaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation ces dernières années. Ils ont moins d'argent dans leur poche. C'est donc un cercle vicieux. Le gouvernement ne fait rien pour nous aider à en sortir. Il ne fait qu'empirer les problèmes.